

'Déradicalisation' : panique et pitreries

Au soir où s'écrivent ces lignes, des policiers sont encore dans la rue. Ils engrangent des effets d'annonce : 250 millions naguère promis pour renforcer leurs outils de travail - millions dont (surprise !) ils n'ont pas vu la couleur. Dans la colère, ces policiers découvrent la pratique réelle d'un gouvernement qui, depuis janvier 2015, *Charlie-Hebdo* et l'Hyper-Casher, simule, promet et ment.

Rayon mensonge bienséant, la secrétaire d'Etat à la ville, Mme Hélène Geoffroy et son fameux "Ceux qui se radicalisent viennent de partout". Ah bon ? Lisons *Le Monde* du 22 avril 2016, sur la "Galaxie Molenbeek". Voici - présomption d'innocence oblige - les "noms de baptême" des intéressés : Abdelilah - Abid - Ahmed - Ali - Ayoub - Bilal - Brahim - Hamza - Ibrahim - Khalid - Lazez - Mohamed (X 3) - Najim - Salah - Sofiane. Valeur chérie de Mme Geoffroy & co., la 'diversité' manque un peu dans la liste...

Passons à la poudre aux yeux. Là où il fallait refondre, de haut en bas, notre outil antiterroriste; passer d'un branlant échafaudage de 22 ou 23 services et entités divers (l'UCLAT) à un service resserré, agile et proactif - ce qui n'a même pas été entamé - l'Intérieur s'est lancé dans le mirage de la "déradicalisation", simulacre déjà dénoncé dans *Atlantico*, en septembre 2016.

Or voici peu, la ruineuse imposture de la "déradicalisation" éclate au grand jour. Mustafa (le sort s'acharne...) est arrêté en Alsace alors qu'il rejoint en Syrie ses copains moudjahidine. Mustafa était affecté à une "structure de déradicalisation" pompeusement nommée "Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté" (CPIC). Avant la fuite de Mustafa, traînaient au CPIC trois paumés se demandant ce qu'ils y faisaient. Les voici deux désormais, suivis par... 25 encadrants, dans un château d'Indre et Loire avec chapelle (!) et budget de 1,5 million d'euros par an.

Encore, disent de hauts fonctionnaires indignés du gâchis, n'est-ce rien à côté de la gabegie qui règne au "Comité interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation" (CIPDR).

Or le projet initial même de la "déradicalisation" est inepte. Car ce ne sont pas des gens normaux, fanatisés par une doctrine mortifère, qu'il faut ramener à la raison ; mais d'usage, des psychotiques sévèrement perturbés, habillant de "religion" leur pulsion de

mort. Depuis Mohamed Merah en 2012, la plupart des assassins du "jihad" entrent dans cette catégorie. Ne prenons ici que le tueur au camion de Nice : Mohamed Lahouaiej Bouhlel "montre des signes de psychose dès 16 ans". Conduit chez un psychiatre à 19 ans, il est trouvé "extrêmement violent et alcoolique". Et le déterminisme social cher à la "culture de l'excuse" ? Bouhlel est-il un damné de la terre, errant de ghetto en bidonville ? Encore raté : ses parents sont des "fermiers aisés possédant plusieurs propriétés".

Plus largement : la plupart des tueurs du djihad sont des hybrides entre terreur et crime, délinquants voire criminels. Conseillons donc aux myopes du CIPDR, CPIC etc., de lire un excellent rapport britannique [analysé dans *The Independent* - 11/07/2013 "Most young men in gangs suffer psychiatric illnesses"] montrant que sur 108 membres de gangs choisis parmi 4 664 sujets, 85 présentent de graves troubles psychiques (27, de lourds signes de psychose !) ; la moitié des 108 étant sujets à des crises d'anxiété ; un tiers ayant déjà tenté de se suicider.

Résultat de la contagion salafiste sur de tels demi-fous, des individus sortant dans la rue, seuls ou parfois à deux, pour tuer : depuis 2014, une sanglante litanie : Nice... Würtzbourg... Munich... Ansbach... Reutlingen... Saint-Etienne du Rouvray... Londres... Un village des Hautes-Alpes...Dijon... etc. Croit-on vraiment pouvoir réinsérer de tels enragés en leur vantant, par CIPDR et CPIC interposés, les beautés du vivre-ensemble et de la diversité ?

Ouvrons une seconde piste. En février 2006, *Le Monde* présentait une étude des Renseignements généraux intitulée "Origine des meneurs de bandes organisées opérant en ZUS/quartiers "sensibles". Sur 100 caïds (le profil des troupes ne devant pas différer beaucoup...) 67% étaient d'"origine maghrébine", 17% provenaient d'"Afrique subsaharienne". (et 9% de Français de souche).

Au croisement de ces deux séries de données, voici sans doute le riche vivier où repérer, dans les milliers de "radicalisés" diversement dangereux, les quelques bombes humaines pouvant brutalement basculer dans le massacre. Une voie que le gouvernement s'est par avance bouchée par bienséance et obsession du politiquement correct. ■